



PUBLICIS GROUPE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2012



Sommaire

	Le message du Président	1
1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
2	COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS	15
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012	47
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	49



Le message du Président

 Maurice Lévy

Comme cela avait été annoncé en février et conformément à nos prévisions, la croissance organique du 2^e trimestre 2012 marque le pas. Ce ralentissement est dû pour l'essentiel à des éléments non récurrents.

Le New Business net s'est maintenu à un bon niveau, particulièrement dans le digital qui devrait connaître à nouveau une hausse à deux chiffres.

Dès le 3^e trimestre on devrait assister à une croissance beaucoup plus conforme à nos performances habituelles et plus élevée que celle du 1^{er} trimestre, confirmant ainsi nos indications pour l'année.

Malgré une croissance faible au 2^e trimestre, notre marge ressort, comme l'année dernière, à 13,5 %, ce qui nous permet de confirmer nos prévisions annuelles.

Le résultat net est en forte hausse (+ 19 %) et le BNPA dilué est en hausse de 24 %, renforçant ainsi notre bilan et nous donnant les moyens d'atteindre tous nos objectifs de croissance et de profitabilité.

La situation économique mondiale est à la fois volatile et incertaine et nous incite à la plus grande vigilance sur nos coûts et nos investissements. Ceux-ci sont prioritairement engagés pour renforcer la compétitivité du Groupe, tant dans son fonctionnement, son produit ou la pénétration de certains marchés. Notre objectif constant est de croître de façon rentable plus vite que le marché. C'est ainsi que nous pourrons mieux servir nos clients et assurer l'avenir de nos collaborateurs.

Maurice Lévy
Président du Directoire



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Principaux chiffres clés	4	Examen de la situation financière et du résultat	8
Distinctions/création	5	Compte de résultat consolidé simplifié	8
Politique RSE du Groupe	6	Bilan et Trésorerie	11
Croissance externe	6	Endettement financier net	11
Opérations financières	7	Free cash flow	12
		Publicis Groupe (société mère du Groupe)	13
		Événements récents	13
		Acquisitions	13
		Opérations financières	13
		Perspectives	14

Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe réuni le 18 juillet 2012, sous la présidence de Mme Élisabeth Badinter, a examiné les comptes du premier semestre 2012, présentés par M. Maurice Lévy, Président du Directoire.

Principaux chiffres clés

Données extraites du compte de résultat et du tableau de flux En millions d'euros, à l'exception des % et des données par action (en euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	S1 2012/S1 2011
Revenu	3 084	2 699	14,3 %
Marge opérationnelle avant amortissements	468	411	13,9 %
<i>En % du revenu</i>	15,2 %	15,2 %	
Marge opérationnelle	415	364	14,0 %
<i>En % du revenu</i>	13,5 %	13,5 %	
Résultat opérationnel	392	349	12,3 %
Bénéfice net (Part du Groupe)	275	231	19,0 %
Bénéfice net par action ⁽¹⁾	1,42	1,14	24,6 %
Bénéfice net par action (dilué) ⁽²⁾	1,28	1,03	24,3 %
Free cash flow avant variation du besoin en fonds de roulement	273	269	1,5 %
Données extraites du bilan	30 juin 2012	31 décembre 2011	
Total de l'actif	15 418	16 450	
Capitaux propres, part du Groupe	3 561	3 898	

(1) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 193,0 millions d'actions pour le premier semestre 2012 et 202,2 millions d'actions pour le premier semestre 2011.

(2) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action (dilué) s'élève à 226,6 millions d'actions pour le premier semestre 2012 et 237,2 millions d'actions pour le premier semestre 2011. Il comprend les stock-options et les actions gratuites, les bons de souscription d'actions et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif. Pour ce qui est des stock-options et des bons de souscription d'actions, sont dilutifs ceux dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période.

La période récente est marquée par la volatilité des économies et l'incertitude des prévisions. Ce sont quatre années de crise à rebondissements que nous venons de connaître sans perspective de terme à cette situation. Il ressort : la nécessité urgente d'opérer des réformes structurelles d'envergure pour permettre le retour de la croissance. Il s'agit notamment de réformer les marchés du travail, de renforcer la compétitivité dans le domaine des biens échangeables et d'accroître l'investissement pour la recherche et l'innovation.

Face à cette situation les entreprises ont tendance à être prudentes, à conserver leurs moyens pour faire face à des situations inattendues et à investir de façon sélective, y compris en marketing et en communication.

En juin dernier, ZenithOptimedia a légèrement corrigé ses estimations de croissance du marché publicitaire pour 2012 à la baisse, les portant de 4,8 % en mars à 4,3 % en juin dernier sur fond de ralentissement global.

Au cours du premier semestre 2012, Publicis Groupe a réalisé une hausse de son revenu, tel que publié, de 14,3 % et de 2,8 % de sa croissance organique. Le revenu publié du deuxième trimestre croît de 15,5 % et la croissance organique de 1,6 %, comparée à 4,1 % de croissance au premier trimestre 2012 et à 7,6 % au deuxième trimestre 2011. Cette réduction au deuxième trimestre est due à l'effet défavorable des comparables 2011 mais aussi à un ralentissement assez général et à quelques spécificités telles l'impact de la perte du contrat média et Search de GM et la réduction des dépenses de la santé y compris dans le digital.

Les activités numériques représentent 33,2 % du revenu total comparé à 29,0 % pour le premier semestre 2011. VivaKi Nerve Center poursuit ses activités d'innovation tant dans les services avec le développement de AOD (*Audience on Demand*) qu'avec la création de « produits » tels que eCRM365 ou FLUENT qui permettront aux clients de mieux appréhender les toutes dernières évolutions du consommateur et de toujours répondre plus efficacement à leurs exigences nouvelles.

Publicis Groupe continue d'accroître sa présence dans les pays à forte croissance et le premier semestre a été fertile en acquisitions ciblées, en Russie, en Chine, au Moyen-Orient ou en Israël et très récemment au Brésil avec le rachat de NEOGAMA dans le cadre de la prise de contrôle de BBH.

Les pays à forte croissance représentent 24,4 % du revenu total du premier semestre comparé à 23,2 % pour la période équivalente en 2011.

L'évolution du marché publicitaire qui voit la poursuite de la croissance du digital dans les économies développées et dans les économies à croissance rapide et le ralentissement marqué des activités analogiques dans les économies matures conforte le Groupe dans ses choix



stratégiques. La bonne situation financière permet l'accélération de cette stratégie et le Groupe entend poursuivre ses opérations de croissance sur ces deux segments, le digital et les économies en développement au cours des trimestres à venir.

La rentabilité du Groupe, clé de son indépendance et de sa croissance, demeure une préoccupation centrale et les différents programmes d'optimisation des coûts sont plus que jamais une priorité dans une économie en ralentissement. Parallèlement à des investissements destinés à garantir la croissance future, divers programmes ont été initiés qui doivent être source de réductions de coûts. Ainsi, Olympic, un projet d'automatisation des opérations d'achat d'espace est en cours. Les programmes de régionalisation des centres de services partagés se poursuivent avec la finalisation de la plateforme « Americas » et la construction de la plateforme Asie-Pacifique. Le projet d'ERP global est en développement. Ce projet comprend des objectifs de réduction de coûts, liés en particulier à l'harmonisation des systèmes et une plus grande efficacité des process existants. Le pilote devrait être prêt d'ici la fin de l'année, ce qui permet d'envisager le déploiement à partir de 2013. Toutes ces opérations engendrent des coûts depuis 2010 et la courbe devrait s'infléchir.

Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre 2012 est de 13,5 %, équivalent au taux de marge du premier semestre 2011. Compte tenu du faible taux de croissance organique ceci constitue une belle performance, d'autant qu'il faut noter une progression des coûts de personnel liée aux besoins nécessaires pour accompagner certains développements, notamment dans le digital. Ce poste fait l'objet de la plus grande attention et les coûts fixes de personnel représentent 57,2 % du revenu contre 57,1 % pour la période équivalente en 2011. Les coûts de personnel totaux s'établissent à 64,1 % du revenu comparé à 64,5 % au premier semestre 2011.

Hors coûts de personnel, les coûts opérationnels (y compris amortissements) augmentent de 16,1 % au premier semestre 2012 et représentent 22,4 % du revenu. Ils incluent une provision exceptionnelle de 15 millions d'euros due à des litiges.

Le résultat net, part du Groupe s'élève à 275 millions d'euros en progression de 19,0 % par rapport au 30 juin 2011 (231 millions).

Le bénéfice net courant par action (tel que défini dans la note 8 des comptes consolidés) s'élève à 1,47 euro et à 1,32 euro pour ce qui est du bénéfice net courant dilué par action, ce qui représente une augmentation par rapport au premier semestre de l'année précédente respectivement de 23,5 % et de 22,2 %. Le bénéfice net par action s'élève à 1,42 euro et le bénéfice par action dilué à 1,28 euro, faisant ressortir une variation de respectivement 24,6 % et 24,3 %.

Au 30 juin 2012, la dette nette est de 902 millions d'euros, comparée à 110 millions au 31 décembre 2011 et 210 millions au 30 juin 2011.

Ce montant au 30 juin 2012 s'entend après le remboursement de l'Eurobond 2012 en janvier pour un nominal de 506 millions d'euros et le rachat des actions détenues par Dentsu pour un montant de 644,4 millions d'euros.

Après une année exceptionnelle en termes de gains de budgets, le premier semestre a été moins actif avec un montant de 1,8 milliard de dollars.

Distinctions/création

Publicis Groupe a remporté 153 Lions avec 3 Grand Prix, 42 Gold, 42 Silver, 66 Bronze au Cannes Lions Festival International de la Créativité, et a été nommé 3^e groupe de communication.

Ces résultats montrent une progression sur les dernières années : 119 en 2011, 116 en 2010, 101 en 2009.

Leo Burnett a battu son record avec 54 Lions ainsi que Publicis Worldwide aussi avec 36 Lions. Saatchi a de son côté obtenu 37 Lions. BBH a connu une année remarquable avec 21 Lions, et BBH London est nommée 2^e agence de l'année.

Duval Guillaume Modem Antwerp a été nommée Agence média de l'année.

Leo Burnett a été nommée « Gunn Report Asia Pacific Agency Network » de l'année 2011 et décroche 46 Lotus à l'ADFEST 2012, devenant le réseau le plus récompensé aux International Andy Awards 2012, et a par ailleurs été nommée second réseau le plus primé au *North American Effie Awards* 2012. Leo Burnett est le réseau le plus primé en 2012 au *MENA Cristal Awards*. Le réseau a également reçu 32 récompenses aux *Clio Awards*.

Le Gunn Report 2011 a nommé « Welcome Back » de Saatchi & Saatchi et T-mobile la deuxième campagne la plus récompensée au monde. Parmi d'autres récompenses, Saatchi & Saatchi Belgrade remporte le Grand Prix aux *EACA Care Awards*.

Starcom MediaVest Group a été élu réseau média le plus efficace en Amérique du Nord aux *Effies 2012* et Starcom récompensé pour sa créativité dans 2 Grands Prix 2012 du secteur : Grand Prix du Brand Content et Grand Prix Stratégies du Marketing client.

MSLGROUP Asia a été nommé 1^{er} Réseau RP de l'année aux *Campaign Asia-Pacific PR Awards*.

Par ailleurs, plusieurs agences ont été nommées « Agence de l'Année » :

- Saatchi & Saatchi Italie « Agency of the Year » : l'agence la plus récompensée aux *Italian Art Directors Club 2012* ;
- Badillo Nazca Saatchi & Saatchi, élue agence de l'année pour la quatrième fois consécutive aux *Cuspide Awards 2012* ;



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Croissance externe

- Saatchi & Saatchi Pologne nommée Agence de l'Année par KTR ;
- Starcom MediaVest Group nommé « Agency of the Year » au *Festival of Media Global 2012*;
- Publicis Conseil nommée Agency of Angels 2012 au *Adprint Festival* ;
- Leo Burnett Sydney et Melbourne sont nommées « Promotion Agency of the Year » aux *AdNews Awards* ;
- Hanmer MSL (MSLGROUP) nommée Agence de l'année par le *Public Relations Council* en Inde ;
- Publicis Bruxelles nommée agence de l'année aux *Belgian Merit Awards* ;
- Publicis Consultants France désignée « Agence française de l'année 2011 » par le *Holmes Report* ;
- Performics Chine nommée Agence de l'Année 2011 par Google ;
- Duval Guillaume a été nommée Agency of the Year par le *Creative Club of Belgium*.

La totalité de ces récompenses, leur qualité, le fait qu'elles soient attribuées à de nombreuses agences et dans de nombreux pays, tout atteste de la profondeur de l'amélioration du produit et de la créativité des agences du Groupe, gage du développement futur de Publicis Groupe.

Politique RSE du Groupe

Les 4 axes de travail (Social, Sociétal, Gouvernance/Économie, Environnement) structurent les actions conduites au niveau du Groupe et au sein de chaque réseau et agence :

- Social : formation et compétences ;
- Gouvernance : éthique et profitabilité ;
- Environnement : consommer moins et mieux ;
- Sociétal : Publicis et la Cité.

En 2012, le Groupe a produit son troisième rapport RSE, consolidant ainsi le périmètre de travail et renforçant significativement le nombre d'indicateurs mis en place. Ce rapport peut être consulté sur le site www.publicisgroupe.com.

Croissance externe

Depuis le début de l'année 2012, Publicis Groupe a réalisé plusieurs acquisitions. D'abord Mediagong en France, spécialisée dans le conseil en stratégie digitale, les médias sociaux, l'*advergaming* et le mobile. Puis le Groupe a acquis The Creative Factory en Russie afin de permettre l'expansion de Saatchi & Saatchi dans ce pays. Basée à Moscou, The Creative Factory est réputée pour ses domaines de spécialité qui sont le marketing, le digital, la production numérique et la vidéo. Accélération son développement en Chine et plus largement en Asie, Publicis Groupe a acquis U-Link Business Solutions Co LTD, l'une des principales agences chinoises spécialisées dans la communication santé ainsi que King Harvests et Luminous, deux agences de marketing spécialisé, basées en Chine et à Singapour.

Le 26 janvier, Publicis Groupe a lancé une Offre Publique d'Achat amicale sur Pixelpark, leader allemand indépendant de la communication digitale. L'office fédéral allemand des ententes a approuvé le projet d'acquisition de Pixelpark le 15 février 2012. À fin juin, le Groupe détenait 77,8 % des actions de Pixelpark.

Le 1^{er} février, le Groupe a annoncé l'acquisition de Flip Media, l'un des grands réseaux d'agences numériques du Moyen-Orient. Positionné sur toute la chaîne du numérique, il offre des services complets, parmi lesquels la stratégie, la conception et la production numériques, la fourniture de contenu et les plateformes technologiques.

En mars 2012, France Télécom-Orange et Publicis Groupe ont rendu public leur partenariat avec Iris Capital Management, constituant ainsi l'acteur européen le plus important de capital risque dans l'économie numérique. Orange et Publicis se sont engagés à apporter ensemble 150 millions d'euros à cette initiative. Avec les engagements déjà pris par les investisseurs actuels, dont le Fonds Européen d'Investissement et CDC Entreprises (groupe Caisse des Dépôts), la capacité d'investissement totale dépasse les 300 millions d'euros. Au cours du premier trimestre 2012, Orange et Publicis Groupe ont pris chacune une participation minoritaire de 24,5 % dans la société de gestion Iris Capital Management ; elles ont également commencé à investir dans les fonds communs de placement créés à cet effet.



Le 24 avril, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition d'Indigo Consulting, basée à Mumbai. Indigo est une agence indienne à services complets de la conception et développement de sites Internet, référencement, études et tests d'usage des sites, au marketing en ligne, sur mobiles et dans les médias sociaux. Indigo renforce le réseau Leo Burnett en Inde.

En Chine Publicis Groupe a acquis Longtuo, agence pékinoise de marketing numérique particulièrement experte en création, acquisition de clientèle, marketing et outils de mesure pour le commerce en ligne. Longtuo intègre le réseau de Razorfish et sera renommée Razorfish Longtuo Chine.

Au mois de juin, le Groupe a acquis BBR Group devenant ainsi l'un des plus grands groupes de communication d'Israël. BBR est un réseau d'agences créatives offrant des services dans les métiers de la création, d'identité de la marque, des médias, du numérique et du design. Simultanément Publicis Groupe a annoncé une prise de participation de 20 % dans ZOOM Advertising, membre du groupe Massar, basée à Ramallah, et devient le premier groupe de communication à s'implanter en Palestine. Zoom sera renommée Publicis Zoom et intégrée au réseau mondial Publicis Worldwide.

Zoom a été fondée en 2004 et s'est rapidement établie comme la grande agence palestinienne de communication, en offrant des outils numériques et interactifs sophistiqués. Au-delà de son savoir-faire en applications multimédias, Zoom est le leader du marché en création et stratégie de marque.

Au mois de mai, Publicis Groupe a annoncé le rapprochement opérationnel de deux de ses agences en France : Saatchi & Saatchi et Duke.

La nouvelle entité, baptisée Saatchi & Saatchi Duke, proposera aux annonceurs une offre commune et complémentaire. En unissant Duke, l'une des agences pionnières de la communication digitale, et Saatchi & Saatchi, réputée pour ses idées stratégiques et créatives, Saatchi & Saatchi Duke répondra, de façon fluide et intégrée, aux enjeux de cohérence et d'efficacité des marques face à la fragmentation des audiences et aux nouvelles exigences du consommateur.

Opérations financières

Le 31 janvier 2012, Publicis Groupe SA a remboursé ses Euro-Obligations 2012 qui arrivaient à échéance pour un montant en principal de 506 millions d'euros. Le remboursement a été opéré en utilisant les liquidités disponibles dans le Groupe.

À la suite de la proposition faite par Dentsu le 13 février, Publicis Groupe a racheté le 17 février un bloc de 18 millions de ses actions propres pour un montant total de 644,4 millions d'euros, soit 35,80 euros par action. L'opération a été réalisée avec une décote de 13,35 % par rapport au cours de clôture de Bourse du 16 février 2012. Elle aura un effet positif sur le bénéfice net par action dilué de l'ordre de 6 % en 2012 et 7 % en année pleine. Sur les 18 millions d'actions acquises, Publicis en a annulé 10 759 813. Les 7 240 187 actions restantes sont conservées en autocontrôle et sont destinées à couvrir les plans d'attribution d'actions de présence et de performance ou de stock-options et les programmes d'acquisitions. La totalité de l'achat des titres a été financée par la trésorerie disponible de Publicis Groupe.

Le 29 juin 2012, la société Publicis Groupe SA a annoncé sa décision de procéder au remboursement anticipé de la totalité des Obligations 3,125 %, échéance 30 juillet 2014, à option de conversion en actions nouvelles et/ou d'échange en actions existantes de Publicis, émises le 24 juin 2009.

Examen de la situation financière et du résultat

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	S1 2012/ S1 2011
Revenu	3 084	2 699	14,3 %
Marge opérationnelle	415	364	14,0 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu)	13,5 %	13,5 %	-
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22)	(17)	
Perte de valeur	(5)	-	
Autres produits et charges non courants	4	2	
Résultat opérationnel	392	349	12,3 %
Résultat financier	(8)	(28)	
Impôt sur le résultat	(108)	(91)	
Mises en équivalence	7	10	
Intérêts minoritaires	(8)	(9)	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	275	231	19,0 %

Revenu du 2^e trimestre 2012

Le revenu consolidé du 2^e trimestre 2012, tel que publié, a été de 1 632 millions d'euros, en croissance de 15,5 % (les effets de change ont un impact de 101 millions d'euros).

La croissance organique est de 1,6 %. Ce retrait s'explique d'une part par des comparables très défavorables par rapport au 2^e trimestre 2011 (+ 7,6 %) mais aussi par l'impact de la cessation du contrat média GM au deuxième trimestre et le cycle défavorable de la santé.

Répartition du revenu au 2^e trimestre 2012 par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu			Croissance organique T2 2012
	2 ^e trimestre 2012	2 ^e trimestre 2011	Publié T2 2012/T2 2011	
Europe*	468	459	+ 2,0 %	- 1,7 %
Amérique du Nord	782	639	+ 22,4 %	+ 1,8 %
BRIC+MISSAT**	209	165	+ 26,7 %	+ 7,8 %
Reste du Monde	173	150	+ 15,3 %	+ 3,9 %
TOTAL	1 632	1 413	+ 15,5 %	+ 1,6 %

* Europe : hors Russie et Turquie.

** MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

Revenu du 1^{er} semestre 2012

Le revenu consolidé du 1^{er} semestre 2012 s'est élevé à 3 084 millions d'euros contre 2 699 millions d'euros pour la période équivalente 2011, en hausse de 14,3 % (les effets de change ont un impact de 139 millions d'euros).

La croissance organique a été de 2,8 % pour le premier semestre 2012. Cette croissance en retrait par rapport au 1^{er} semestre 2011 s'explique par un certain nombre de facteurs, au premier chef les comparables défavorables 2011 (+ 7,1 %), mais également par le cycle de l'activité santé, l'impact de la perte du contrat média GM et Search au 2^e trimestre et un ralentissement constaté au mois de juin à l'échelle globale.



Les activités numériques représentent 33,2 % du revenu total comparé à 29,0 % l'année précédente. La croissance organique des activités numériques est de 9,6 %, la baisse observée par rapport au premier trimestre étant essentiellement imputable à la perte du contrat GM (Search) chez Digitas et à la forte érosion des investissements du secteur financier dans le digital.

Les économies à croissance rapide représentent 24,4 % du revenu total comparé à 23,2 % en 2011.

L'ensemble BRIC+MISSAT a réalisé une croissance organique de 8,9 % au cours du 1^{er} semestre 2012.

Le revenu consolidé 2012 se répartit comme suit : 33 % des revenus sont issus du digital (29 % en 2011) 30 % des revenus sont issus de la publicité (31 % en 2011), 19 % des SAMS (20 % en 2011) et 18 % des médias (20 % en 2011).

Répartition du revenu du 1^{er} semestre 2012 par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu			Croissance organique S1 2012
	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Publié S1 2012/S1 2011	
Europe*	880	852	+ 3,3 %	+ 0,6 %
Amérique du Nord	1 506	1 272	+ 18,4 %	+ 2,6 %
BRIC+MISSAT**	385	299	+ 28,8 %	+ 8,9 %
Reste du Monde	313	276	+ 13,4 %	+ 3,9 %
TOTAL	3 084	2 699	+ 14,3 %	+ 2,8 %

* Europe hors Russie et Turquie.

** MISSAT : Mexique, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Turquie.

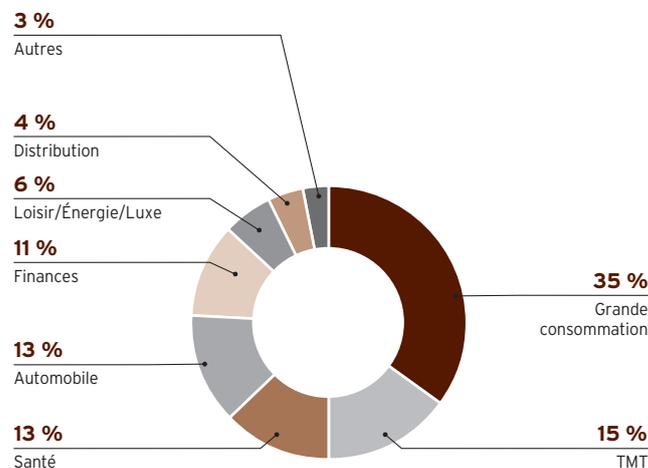
L'ensemble des régions est en croissance au premier semestre 2012. En Europe, le Royaume-Uni croît de + 4,1 % et la France affiche une croissance de + 0,9 % sur la période. Le reste des pays d'Europe de l'Ouest, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont en recul, de manière assez marquée pour les pays d'Europe du Sud.

Avec une croissance de + 2,6 %, l'Amérique du Nord continue de démontrer une bonne résistance malgré la cessation du contrat média et Search GM ainsi que la réduction d'activités dans le secteur santé y compris dans le digital. Ceci ne met pas en cause le développement du digital aux États-Unis, ce segment restant le garant de la croissance par rapport aux secteurs traditionnels.

Les pays des ensembles BRIC+MISSAT enregistrent une croissance de + 8,9 % avec notamment le Brésil à + 12,5 %, la Russie à + 5,9 %, l'Inde à + 15,1 %, la Chine Grande Région à + 7,8 %. Le Mexique affiche une croissance de 8,9 % et l'Afrique du Sud de 20,8 %.

Le reste du monde qui comprend l'Australie et le Japon croît de 3,9 %.

Revenu du 1^{er} semestre 2012 par secteur





RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

Marge opérationnelle et résultat opérationnel

La marge opérationnelle avant amortissements, 468 millions d'euros au premier semestre 2012 par rapport à un montant de 411 millions réalisés en 2011, est en hausse de 13,9 %.

La marge opérationnelle s'élève à 415 millions d'euros, en amélioration de 14,0 % par rapport à 2011.

Les charges de personnel de 1978 millions pour le premier semestre 2012 comparées à 1740 millions pour la même période en 2011 augmentent de 13,6 % et représentent 64,1 % du revenu consolidé. Les coûts fixes représentent 57,2 % du revenu total contre 57,1 % au premier semestre 2011. La gestion rigoureuse des coûts conduit à opérer de façon sélective : investir dans les segments de croissance en talents par des recrutements spécifiques et contenir les coûts dans les secteurs ou pays à faible croissance. Des investissements en cours (dans l'ERP ou les développements technologiques) devraient permettre une plus grande efficacité opérationnelle et réduire ces charges à moyen terme.

Les coûts de restructuration s'élèvent à 31 millions comparés à 17 millions pour le premier semestre 2011.

Les autres coûts opérationnels (hors dépréciation) s'élèvent à 638 millions d'euros, en augmentation de 16,4 % et représentent 20,7 % du revenu total. Les coûts commerciaux sont en augmentation de 16,7 % et intègrent des éléments exceptionnels pour un montant de 15 millions. Les coûts administratifs continuent de baisser grâce aux plans d'optimisation de divers coûts opérationnels par la régionalisation des centres de services partagés. Les coûts liés aux acquisitions ont un impact de 8 millions d'euros.

La dotation aux amortissements des six premiers mois de 2012 est de 53 millions d'euros contre 47 millions pour la même période en 2011.

La marge opérationnelle atteint 415 millions, en progression de 14,0 % par rapport à la marge opérationnelle de 364 millions réalisée au premier semestre 2011.

Le taux de marge opérationnelle au 30 juin 2012 est de 13,5 % identique au taux de marge opérationnelle au 30 juin de l'année précédente (13,5 %). Comme indiqué précédemment, malgré des charges commerciales exceptionnelles et malgré des investissements en augmentation, dans les talents et les technologies, la marge reste stable à un niveau élevé.

Les marges opérationnelles par grande zone géographique s'élèvent à 10,9 % pour l'Europe, 16,1 % pour l'Amérique du Nord, 10,8 % pour l'Asie-Pacifique, 13,4 % pour l'Amérique Latine et 6,3 % pour la région Afrique/Moyen-Orient.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 22 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 17 millions d'euros en 2011. Une perte de valeur a également été enregistrée à hauteur de 5 millions d'euros (contre 0 l'année précédente) ; les autres charges et produits non courants ressortent à 4 millions d'euros contre des produits nets de 2 millions d'euros en 2011.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 392 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 349 millions d'euros l'année précédente.

Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge de 8 millions d'euros pour les six premiers mois de 2012 contre une charge de 28 millions l'année précédente. Cette amélioration est due à un gain comptable, lié au remboursement de l'Eurobond 2012 et au débouclage des swaps de couverture de taux pour 17 millions d'euros.

La charge d'impôt de la période est de 108 millions au premier semestre 2012, compte tenu d'un taux effectif d'impôt prévisionnel de 28,2 %, contre 91 millions en 2011, compte tenu d'un taux effectif d'impôt identique.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence est de 7 millions d'euros contre une quote-part de 10 millions en 2011. Les intérêts minoritaires sont de 8 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 9 millions en 2011.

Au total, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 275 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 231 millions d'euros sur la même période de l'année précédente.



BILAN ET TRÉSORERIE

Bilan simplifié

(en millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Écarts d'acquisition nets	5 438	5 207
Autres immobilisations incorporelles nettes	983	985
Autres immobilisations nettes	678	651
Impôts courant et différé	(67)	(141)
Besoin en fonds de roulement	(1 843)	(2 038)
TOTAL DE L'ACTIF	5 189	4 664
Capitaux propres	3 561	3 898
Intérêts minoritaires	39	33
	3 600	3 931
Provision LT/CT	687	623
Endettement financier net	902	110
TOTAL DU PASSIF	5 189	4 664
Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)	0,25	0,03

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 3 898 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 3 561 millions d'euros au 30 juin 2012. La diminution des capitaux propres est essentiellement due au rachat de 18 millions d'actions Publicis Groupe détenues par Dentsu pour 644 millions d'euros. Il convient de signaler que seules 7,2 millions d'actions ont été conservées en autocontrôle, le reste des actions, soit 10,8 millions, ayant été immédiatement annulé. Les intérêts minoritaires s'élevaient à 39 millions d'euros, contre 33 millions au 31 décembre 2011.

Le ratio Dette nette/fonds propres est de 0,25 au 30 juin 2012 contre 0,03 au 31 décembre 2011. La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2012 ressort à 856 millions d'euros (341 millions d'euros hors rachat des actions Dentsu) contre 191 millions d'euros au premier semestre 2011, en augmentation de 665 millions d'euros.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011	30 juin 2011
Dettes financières (long et court terme)	1 687	2 298	2 147
Juste valeur du dérivé de couverture sur Eurobond 2012 et 2 015 ⁽¹⁾	(13)	(12)	(6)
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe ⁽¹⁾	-	(2)	2
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	1 674	2 284	2 143
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(772)	(2 174)	(1 933)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	902	110	210

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net s'établit à 902 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 110 millions d'euros au 31 décembre 2011 ; l'augmentation de l'endettement net résulte directement du rachat de 18 millions d'actions propres auprès de Dentsu pour un montant de 644 millions d'euros.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Examen de la situation financière et du résultat

1

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un besoin de 61 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 83 millions l'année précédente. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation d'un montant à peu près équivalent à celui de la même période de l'année précédente (374 millions d'euros pour les 6 premiers mois de 2012). L'impôt payé a été de 151 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 104 millions d'euros l'année précédente, l'augmentation étant liée pour une grande partie à celle des résultats aux États-Unis ainsi qu'à l'impact en France des changements induits par les récentes modifications de la loi fiscale. Les intérêts payés se sont élevés à 32 millions d'euros au 30 juin 2012, soit un montant identique à celui de l'année précédente. Les intérêts reçus se sont élevés à 12 millions d'euros contre 15 millions d'euros en 2011.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 158 millions d'euros au premier semestre 2012, montant identique à celui de l'année précédente. Les investissements en immobilisations (nets) ont été de 40 millions d'euros contre 44 millions d'euros en 2011 et les acquisitions de filiales et autres immobilisations financières (nettes de cessions) ont représenté 118 millions d'euros contre 114 millions d'euros au 30 juin 2011.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'actions émis par la Société. Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 1184 millions d'euros au premier semestre 2012, qui provient essentiellement de deux opérations : le rachat de 18 millions d'actions propres pour un montant net, après déduction du produit de cession d'actions dans le cadre des levées de stock-options, de 596 millions d'euros et le remboursement de l'Eurobond 2012 pour un montant en principal de 506 millions d'euros.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 1395 millions d'euros au premier semestre 2012, contre une diminution de 230 millions d'euros l'année précédente.

FREE CASH FLOW

Le *free cash flow* du Groupe, hors variation du besoin en fonds de roulement, est en augmentation de 1,5 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 273 millions d'euros.

Cet indicateur est utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) :

(en millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Marge opérationnelle avant amortissements	468	411
Intérêts nets payés	(20)	(17)
Impôt payé	(151)	(104)
Autres	16	23
Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR	313	313
Investissements en immobilisations (nets)	(40)	(44)
Free cash flow avant variation du BFR	273	269

Principales évolutions des pactes d'actionnaires

En date du 17 février 2012, Publicis a acquis 18 millions de ses propres actions proposées à la vente par Dentsu. Cette opération, ainsi que celle d'annulation simultanée de 10,8 millions d'actions a été autorisée par le Conseil de surveillance (les parties intéressées n'ayant pas pris part au vote), conformément aux dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce. Pour permettre la réalisation de ce projet, Mme Badinter a renoncé à ses droits au titre du pacte d'actionnaires conclu avec Dentsu à la suite de son entrée dans le capital de Publicis Groupe SA en 2002. L'opération met fin à ce pacte ainsi qu'à l'action de concert en résultant et à la SEP Dentsu-Badinter, qui a été dissoute. Elle entraîne également la résiliation de l'accord d'actionariat conclu en 2003 entre Dentsu et Publicis Groupe.

Autres transactions avec les parties liées

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2011.



PUBLICIS GROUPE (SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe. Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 2 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 28 millions d'euros l'année précédente. La réduction des produits provient essentiellement des facturations de services et notamment l'ajustement du coût d'un plan d'actions gratuites refacturé aux filiales.

Les produits financiers se sont élevés à 96 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 212 millions d'euros au premier semestre 2011, la diminution résultant de l'absence de dividendes distribués par Publicis Groupe Investment en 2012, contre 140 millions d'euros reçus en 2011.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 7 millions d'euros contre 28 millions d'euros l'année précédente, les charges de personnel présentant un solde créditeur du fait de l'ajustement, pour 7 millions d'euros sur le premier semestre 2012, du coût du plan d'actions gratuites attribué dans le cadre du plan de co-investissement arrivé à échéance en 2012 pour les bénéficiaires français.

Les charges financières s'élèvent à 66 millions d'euros pour le premier semestre 2012, contre 71 millions d'euros en 2011. La principale source d'amélioration est liée à une reprise de provision pour perte de change sur un prêt libellé en Livres Sterling.

Le résultat courant avant impôt est un bénéfice de 26 millions d'euros contre 141 millions d'euros au 30 juin 2011.

Après prise en compte d'un crédit d'impôt de 16 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du Groupe, est un bénéfice de 41 millions d'euros au 30 juin 2012 contre un bénéfice de 158 millions d'euros au premier semestre 2011.

Événements récents

ACQUISITIONS

Le 7 juillet 2012, au travers de deux transactions séparées, Publicis Groupe s'est porté acquéreur d'une part de 51 % des actions du réseau BBH auprès des fondateurs Nigel Bogle et Sir John Hegarty et de leurs partenaires. Publicis qui détenait 49 % des actions depuis de nombreuses années porte ainsi sa participation dans BBH à 100 % et d'autre part de 100 % des actions de NEOGAMA/BBH (acquisition de 34 % des actions détenues par BBH et de 66 % des actions par le fondateur, Alexandre Gama et ses associés). BBH emploie environ 1 000 personnes et son réseau hors Brésil a réalisé 112,2 millions d'euros de revenu en 2011. NEOGAMA, agence basée à São-Paulo et présente à Rio de Janeiro compte 270 collaborateurs et a réalisé 42,2 millions d'euros de revenu en 2011. Triacom et Made in Moon, ses deux filiales spécialisées dans le numérique et la communication dans les points de vente sont désormais, au travers de cette transaction, détenues par Publicis Groupe.

Le 11 juillet 2012, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de Communications & Network Consulting AG (CNC) groupe conseil en communication stratégique. CNC sera intégré à MSLGROUP, le réseau mondial de communication corporate et stratégique de Publicis Groupe.

Basé à Munich en Allemagne, CNC est un groupe international spécialisé en communication stratégique et gestion de crise. Le réseau emploie une centaine de collaborateurs dans le monde, présents dans 14 villes en Europe, en Amérique du Nord, Amérique Latine et en Asie. Depuis sa création en 2002, CNC a régulièrement enregistré une croissance à deux chiffres.

Le 12 juillet, Publicis Groupe a annoncé la fusion du Kaplan Thaler Group avec Publicis New York créant ainsi un réseau créatif renforcé qui devient le vaisseau amiral de Publicis Groupe aux États-Unis.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Call émetteur Océane Publicis Groupe 2014 - 3,125 % : le 19 juillet 2012, 24 257 895 Obligations (99,95 % des Obligations restant en circulation) ont été converties en 24 403 416 actions nouvelles. Cette opération est un succès. Elle se traduit par un désendettement de 644 millions d'euros, une augmentation des fonds propres de 644 millions et une amélioration du ratio dette nette sur fonds propres qui passe de 0,25 à 0,06 au 30 juin 2012 (*proforma*). Les charges d'intérêts vont diminuer de 16 millions d'euros au second semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011, et de 39 millions d'euros en année pleine.



Perspectives

Dans un contexte économique mondial de plus en plus marqué par des révisions à la baisse de la croissance des PNB, ZenithOptimedia a réduit ses estimations de croissance du marché publicitaire pour l'année 2012 les portant de 4,8 % en mars à 4,3 % en juin, ce qui reste un taux de croissance élevé.

Publicis Groupe confirme ses prévisions avec une croissance au deuxième semestre supérieure à celle réalisée au premier semestre. Le Groupe a su anticiper depuis quelques années l'accélération des profonds changements en cours dans le monde qui impactent l'activité publicitaire (montée du numérique, croissance des marchés émergents et baisse de la publicité analogique dans les économies matures).

Publicis Groupe entend poursuivre son action dans le développement du digital et son expansion dans les économies à forte croissance, par des investissements ciblés et prioritaires sur ces segments porteurs de croissance.

Le Groupe maintient son objectif à moyen terme de réaliser 75 % de ses revenus dans le numérique et les pays à croissance rapide.

Une robuste situation financière assure au Groupe les moyens de sa stratégie. Ces développements se feront en maintenant la forte rentabilité du Groupe et la renforçant à terme.

Publicis Groupe attend une croissance du deuxième semestre supérieure à celle du premier semestre.



COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé	16	Tableau des flux de trésorerie consolidés	19
État de résultat global consolidé	17	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	20
Bilan consolidé	18	Notes annexes aux états financiers consolidés	22

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2012 (6 mois)	30 juin 2011 (6 mois)	31 décembre 2011 (12 mois)
REVENU		3 084	2 699	5 816
Charges de personnel	3	(1 978)	(1 740)	(3 615)
Autres charges opérationnelles		(638)	(548)	(1 167)
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENTS		468	411	1 034
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(53)	(47)	(103)
MARGE OPÉRATIONNELLE		415	364	931
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(22)	(17)	(38)
Perte de valeur	4	(5)	-	-
Autres produits et charges non courants	5	4	2	21
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		392	349	914
Charges financières		(44)	(42)	(89)
Produits financiers		30	16	33
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	6	(14)	(26)	(56)
Autres charges et produits financiers	6	6	(2)	2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		384	321	860
Impôt sur le résultat	7	(108)	(91)	(248)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		276	230	612
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	7	10	17
RÉSULTAT NET		283	240	629
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		8	9	29
• Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)		275	231	600
Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	8			
<i>Nombre d'actions</i>		193 000 835	202 244 660	202 547 757
Bénéfice net par action		1,42	1,14	2,96
<i>Nombre d'actions dilué</i>		226 598 082	237 179 816	237 066 159
Bénéfice net par action – dilué		1,28	1,03	2,64



État de résultat global consolidé

(en millions d'euros)	30 juin 2012 (6 mois)	30 juin 2011 (6 mois)	31 décembre 2011 (12 mois)
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (A)	283	240	629
Autres éléments du résultat global			
• Réévaluation des titres disponibles à la vente	2	7	(3)
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	(44)	6	(51)
• Écarts de conversion de consolidation	66	(145)	49
• Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global	11	(1)	16
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (B)	35	(133)	11
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (A) + (B)	318	107	640
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	8	7	29
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)	310	100	611

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actif			
Écarts d'acquisition nets	9	5 438	5 207
Immobilisations incorporelles nettes		983	985
Immobilisations corporelles nettes		491	496
Impôts différés actifs		137	82
Titres mis en équivalence	10	50	43
Autres actifs financiers	11	137	113
ACTIFS NON COURANTS		7 236	6 926
Stocks et en-cours de production		385	343
Clients et comptes rattachés		6 434	6 446
Autres créances et actifs courants		591	561
Trésorerie et équivalents de trésorerie		772	2 174
ACTIFS COURANTS		8 182	9 524
TOTAL DE L'ACTIF		15 418	16 450
Passif			
Capital		74	77
Réserves consolidées, part du Groupe		3 487	3 821
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)	12	3 561	3 898
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		39	33
TOTAL CAPITAUX PROPRES		3 600	3 931
Dettes financières à plus d'un an	14	726	1 460
Impôts différés passifs		254	240
Provisions à long terme	13	523	486
PASSIFS NON COURANTS		1 503	2 186
Fournisseurs et comptes rattachés		7 493	7 745
Dettes financières à moins d'un an	14	961	838
Dettes d'impôts sur les sociétés		52	66
Provisions à court terme	13	164	137
Autres dettes et passifs courants		1 645	1 547
PASSIFS COURANTS		10 315	10 333
TOTAL DU PASSIF		15 418	16 450



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	30 juin 2012 (6 mois)	30 juin 2011 (6 mois)	31 décembre 2011 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	283	240	629
Neutralisation des produits et charges calculés :			
Impôt sur le résultat	108	91	248
Coût de l'endettement financier net	14	26	56
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(3)	(1)	(19)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	80	64	141
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	12	13	26
Autres produits et charges calculés	(7)	2	1
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(7)	(10)	(17)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	4	9	14
Impôt payé	(151)	(104)	(212)
Intérêts financiers payés	(32)	(32)	(80)
Intérêts financiers encaissés	12	15	29
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	(374)	(396)	73
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS L'ACTIVITÉ (I)	(61)	(83)	889
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(46)	(116)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	2	4
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(19)	(1)	13
Acquisitions de filiales	(99)	(142)	(728)
Cessions de filiales	-	29	28
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (II)	(158)	(158)	(799)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(129)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(23)	(11)	(14)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	6	71	77
Remboursement des emprunts	(544)	(12)	(29)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(27)	(3)	(11)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et de BSA	(596)	41	51
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (III)	(1 184)	86	(55)
Incidence des variations de taux de change (IV)	8	(75)	(17)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (I + II + III + IV)	(1 395)	(230)	18
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	2 174	2 164	2 164
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	(28)	(36)	(36)
Trésorerie à l'ouverture (V)	2 146	2 128	2 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	772	1 933	2 174
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(21)	(35)	(28)
Trésorerie à la clôture (VI)	751	1 898	2 146
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE	(1 395)	(230)	18
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
<i>Variation des stocks et en-cours de production</i>	(34)	(11)	(6)
<i>Variation des créances clients et autres créances</i>	156	(17)	(267)
<i>Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions</i>	(496)	(368)	346
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	(374)	(396)	73

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
185 996 063	1^{ER} JANVIER 2012	77	2 479
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global :		
	Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente		
	Gains (et pertes) actuariels sur régimes à prestations définies ⁽¹⁾		
	Écarts de change		
	TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
	TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE		
(10 759 813)	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA et annulation d'actions propres	(4)	(381)
	Dividendes		
	Rémunérations fondées sur des actions ⁽¹⁾		
	Intérêts complémentaires sur Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
1 462 108	Conversion de l'Océane 2014	1	39
(4 643 758)	Achats/Ventes d'actions propres		
172 054 600	30 JUIN 2012	74	2 137

(1) Les gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies ainsi que les rémunérations fondées sur des actions sont présentés compte tenu de l'incidence des impôts différés associés.

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
182 371 070	1^{ER} JANVIER 2011	77	2 432
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global :		
	Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente		
	Gains (et pertes) actuariels sur régimes à prestations définies ⁽¹⁾		
	Écarts de change		
	TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
	TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE	-	-
150 575	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	-	
	Dividendes		
	Rémunérations fondées sur des actions ⁽¹⁾		
	Intérêts complémentaires sur Oranes		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
1 485 457	Achats/Ventes d'actions propres		
184 007 102	30 JUIN 2011	77	2 432

(1) Les gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies ainsi que les rémunérations fondées sur des actions sont présentés compte tenu de l'incidence des impôts différés associés.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés


2

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
1 251	(39)	130	3 898	33	3 931
275			275	8	283
		2	2		2
(33)			(33)		(33)
	66		66		66
(33)	66	2	35		35
242	66	2	310	8	318
			(385)		(385)
(119)			(119)	(23)	(142)
14			14		14
(4)			(4)		(4)
18			18	21	39
1			41		41
(212)			(212)		(212)
1 191	27	132	3 561	39	3 600

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
807	(88)	133	3 361	21	3 382
231			231	9	240
		7	7		7
5			5		5
	(143)		(143)	(2)	(145)
5	(143)	7	(131)	(2)	(133)
236	(143)	7	100	7	107
(129)			(129)	(12)	(141)
15			15		15
(4)			(4)		(4)
				7	7
41			41		41
966	(231)	140	3 384	23	3 407



2

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Synthèse des règles et méthodes comptables	23	Note 13	Provisions pour risques et charges	32
	Normes et interprétations	23		Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)	32
	Application de normes par anticipation	24	Note 14	Emprunts et dettes financières	33
	Recours à des estimations	24		Analyse par échéance de remboursement	34
Note 2	Variations du périmètre	24		Analyse par devise	34
	Prise de contrôle de la période	24		Analyse par catégorie de taux	34
	Cession de la période	24		Exposition au risque de liquidité	35
Note 3	Charges de personnel et effectifs	25		Contrats de location-financement	35
Note 4	Dotations aux amortissements et perte de valeur	25	Note 15	Engagements hors bilan	36
Note 5	Autres produits et charges non courants	26		Contrats de location simple	36
Note 6	Charges et produits financiers	26		Autres engagements	36
Note 7	Impôt sur le résultat	26		Obligations liées aux emprunts et aux Oranes	37
	Taux d'impôt effectif	26		Obligations liées aux bons de souscription d'actions	38
Note 8	Bénéfice net par action	27		Autres engagements	38
	Bénéfice net par action (de base et dilué)	27	Note 16	Information sectorielle	38
	Bénéfice net courant par action (de base et dilué)	28		Information par secteur d'activité	38
Note 9	Écarts d'acquisition	29		Information par zone géographique	39
	Variation des écarts d'acquisition	29	Note 17	Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA	42
Note 10	Participations dans des entreprises associées	29		Plans d'options Publicis Groupe à l'origine	42
Note 11	Autres actifs financiers	30		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe	43
Note 12	Capitaux propres	30		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish	44
	Rachat des actions propres détenues par Dentsu le 17 février 2012	30		Plans d'options Digitas à l'origine	44
	Capital social de la société mère	30	Note 18	Informations relatives aux parties liées	46
	Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2012	31		Principales évolutions des pactes d'actionnaires	46
	Dividendes	31		Autres transactions avec les parties liées	46
	Effet impôt sur les autres éléments du résultat global	31	Note 19	Événements postérieurs à la clôture	46
				Prise de contrôle de Neogama et BBH	46



Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 17 juillet 2012 et examinés par le Conseil de surveillance du 18 juillet 2012.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Les principales opérations de la période concernent d'une part le remboursement des Eurobond 2012 arrivés à échéance le 31 janvier 2012 et la conversion d'une partie de l'emprunt obligataire Océane 2014 au cours du premier semestre 2012 (opérations présentées en note 14. « Emprunts et dettes financières » et en note 15. « Engagements hors bilan »), et d'autre part le rachat d'actions propres auprès de Dentsu le 17 février 2012 (opération présentée en note 12. « Capitaux propres » et en note 18. « Informations relatives aux parties liées »).

Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés du groupe Publicis sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2012 telles qu'approuvées par l'Union européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du groupe Publicis, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011, et présentées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 19 mars 2012 (« document de référence 2011 », pages 97 et suivantes).

Normes et interprétations

Les amendements suivants sont sans impact sur les états financiers du Groupe :

- amendement IFRS 7 - Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers, applicable aux exercices ouverts après le 1^{er} juillet 2011 ;
- amendement IAS 12 - Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents, applicable à partir du 1^{er} janvier 2012.

Par ailleurs, l'adoption par l'Union européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 :

- amendement IAS 19 - Régimes à prestations définies ;
- amendement IAS 1 - Présentation des postes des autres éléments du résultat global.

Le processus de détermination par Publicis Groupe des impacts potentiels de l'application de ces amendements sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Enfin, les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, non encore adoptées par l'Union européenne, n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 :

- IFRS 9 - Instruments financiers ;
- IFRS 10 - États financiers consolidés ;
- IFRS 11 - Partenariat sous contrôle conjoint ;
- IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ;
- IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur ;
- IAS 28 révisée - Participations dans des entreprises associées et dans des joint-ventures ;
- IAS 32 et amendements IFRS 7 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers et informations à fournir ;
- Améliorations des IFRS 2011 - Normes publiées en mai 2012.

Le processus de détermination par Publicis des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.



Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012.

Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations retenues pour le 1^{er} semestre 2012 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2011 dans le document de référence 2011. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Note 2 Variations du périmètre

Prise de contrôle de la période

Aucune acquisition significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble (incluant notamment celles décrites ci-dessus, ainsi que les acquisitions de moindre ampleur), avec prise de contrôle exclusif, durant la période s'élève à 119 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- 79 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- 20 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;
- 20 millions d'euros d'engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle.

Le montant payé au cours du 1^{er} semestre 2012 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 99 millions d'euros et comprend :

- 79 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- (9) millions d'euros de trésorerie acquise ;
- 29 millions d'euros de compléments de prix.

Les acquisitions de la période prises dans leur ensemble représentent moins de 1 % du revenu consolidé et du résultat net consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Cession de la période

Aucune cession significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours de la période.



Note 3 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Rémunérations	(1 523)	(1 343)
Charges sociales	(271)	(235)
Avantages postérieurs à l'emploi	(43)	(41)
Charge relative aux paiements fondés sur des actions	(12)	(13)
Intérimaires et « free-lance »	(129)	(108)
TOTAL	(1 978)	(1 740)

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	30 juin 2012	30 juin 2011
Europe	17 419	16 490
Amérique du Nord	19 221	17 896
Amérique Latine	4 539	3 941
Asie Pacifique	12 732	10 705
Moyen-Orient et Afrique	2 051	2 019
TOTAL	55 962	51 051

Note 4 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(7)	(7)
Amortissement des immobilisations corporelles	(46)	(40)
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (HORS INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS)	(53)	(47)
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DES INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS	(22)	(17)
PERTE DE VALEUR	(5)	-
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR	(80)	(64)

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (constituées d'agences ou de regroupements d'agences) et sur les actifs incorporels présentant des indices de perte de valeur (baisse générale de l'activité, baisse d'activité sur un client majeur de l'unité génératrice de trésorerie...). Au 30 juin 2012, les taux d'actualisation après impôt retenus pour les tests de dépréciation se situent entre 9,0 % et 10,5 %. La croissance à l'infini utilisée dans les projections des tests de dépréciation se situe entre 2,5 % et 3,0 %.

Ces tests ont conduit le Groupe à constater une perte de valeur de 5 millions d'euros sur différentes immobilisations incorporelles.

Note 5 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(en millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actif	4	1
Autres produits et charges non courants	-	1
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	4	2

Note 6 Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(39)	(38)
Charges d'intérêts sur contrats de location-financement	(5)	(4)
Charges financières	(44)	(42)
Produits financiers ⁽¹⁾	30	16
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(14)	(26)
Pertes et gains de change	(1)	(1)
Variation de la juste valeur des dérivés	-	-
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(1)	(2)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	7	-
Dividendes reçus hors Groupe	1	1
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	6	(2)
TOTAL (CHARGES) ET PRODUITS FINANCIERS NETS	(8)	(28)

(1) Y compris un ajustement de juste valeur de 17 M€ sur l'Eurobond 2012 constaté lors de l'estimation de la dette.

Note 7 Impôt sur le résultat

Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2012 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

Sur la base du résultat avant impôt et de l'impôt, le taux effectif d'impôt s'établit à 28,2 % au 1^{er} semestre 2012 contre 28,2 % au 1^{er} semestre 2011.



Note 8 Bénéfice net par action

Bénéfice net par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2012	30 juin 2011
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	A	275	231
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt ⁽¹⁾		14	14
Résultat net part du Groupe – dilué	B	289	245
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions moyen composant le capital social		186 024 782	191 676 022
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(10 207 366)	(8 176 910)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		17 183 419	18 745 548
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	193 000 835	202 244 660
<i>Impact des instruments dilutifs : ⁽²⁾</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		4 508 286	5 377 868
• Bons de souscription d'actions (BSA)		1 228 951	1 171 104
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles ⁽¹⁾		27 860 010	28 386 184
Nombre d'actions dilué	D	226 598 082	237 179 816
(en euros)			
BÉNÉFICE NET PAR ACTION	A/C	1,42	1,14
BÉNÉFICE NET PAR ACTION – DILUÉ	B/D	1,28	1,03

(1) Les Océanes 2018 et 2014 sont prises en compte dans le calcul pour les deux années.

(2) Seuls les stock-options et BSA ayant un effet dilutif, c'est-à-dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période, sont pris en considération.

En février 2012, Publicis Groupe a racheté 18 000 000 actions détenues par Dentsu, dont 10 759 813 ont fait l'objet d'une annulation immédiate. Ce rachat a eu un effet favorable sur le BNPA, en diminuant d'autant le nombre d'actions pris en compte au dénominateur.

Par ailleurs, des demandes de conversion de 1 457 735 Océanes 2014 ont conduit à créer, au cours du premier semestre 2012, 1 409 952 actions nouvelles et livrer 52 156 actions existantes. L'effet de la conversion de ces Océanes est désormais reflété dans le BNPA et non plus seulement dans le BNPA dilué.

Il convient également de signaler que Publicis Groupe a rendu publique le 29 juin 2012 sa décision de procéder au remboursement anticipé au pair, le 30 juillet 2012, de la totalité des Océanes 2014 en circulation. Les porteurs ont toutefois la possibilité de demander la conversion de leurs Océanes jusqu'au 19 juillet 2012.

Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2012	30 juin 2011
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		275	231
<i>Éléments exclus :</i>			
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		14	10
• Perte de valeur, nette d'impôt		3	-
• Réévaluation des <i>earn out</i>		(7)	-
Résultat net courant part du Groupe	E	285	241
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		14	14
Résultat net courant part du Groupe – dilué	F	299	255
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions moyen composant le capital social		186 024 782	191 676 022
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(10 207 366)	(8 176 910)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		17 183 419	18 745 548
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	193 000 835	202 244 660
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		4 508 286	5 377 868
• Bons de souscription d'actions (BSA)		1 228 951	1 171 104
• Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		27 860 010	28 386 184
Nombre d'actions dilué	D	226 598 082	237 179 816
(en euros)			
BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION ⁽¹⁾	E/C	1,47	1,19
BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION - DILUÉ ⁽¹⁾	F/D	1,32	1,08

(1) BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, perte de valeur et réévaluation des *earn out*.



Note 9 Écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
1^{ER} JANVIER 2011	4 430	(152)	4 278
Acquisitions	639	-	639
Perte de valeur	-	-	-
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	7	-	7
Cessions et sorties d'actifs	(27)	-	(27)
Change et divers	311	(1)	310
31 DÉCEMBRE 2011	5 360	(153)	5 207
Acquisitions	123	-	123
Perte de valeur	-	-	-
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	-	-	-
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	110	(2)	108
30 JUIN 2012	5 593	(155)	5 438

(1) Dans l'attente d'une interprétation définitive de l'IFRIC, les engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisés en dettes financières. Tout mouvement ultérieur des participations ne donnant pas le contrôle ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010.

Note 10 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 50 millions d'euros au 30 juin 2012 (contre 43 millions d'euros au 31 décembre 2011).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
MONTANT AU 1^{ER} JANVIER 2012	43
Entrées de périmètre	3
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	7
Dividendes versés	(4)
Effet de change et autres	1
MONTANT AU 30 JUIN 2012	50

Les principales sociétés mises en équivalence sont Bartle Bogle Hegarty (BBH), Bromley Communications et Burrell Communications. Au 30 juin 2012, les valeurs au bilan de ces trois sociétés s'élèvent respectivement à 20 millions, 7 millions, et 7 millions d'euros.

Note 11 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

(en millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs financiers disponibles à la vente		
• Titres IPG	42	37
• Fond Commun de Placement à Risque ⁽¹⁾	15	-
• Autres	9	8
Dépôts de garanties	27	28
Prêts à des sociétés non consolidées	10	10
Créances rattachées à des participations	4	6
Autres actifs financiers non courants	54	49
Valeur brute	161	138
Dépréciation	(24)	(25)
VALEUR NETTE	137	113

(1) En mars 2012, France Télécom-Orange et Publicis Groupe ont officialisé leur partenariat avec Iris Capital Management. Dans le cadre de ce partenariat, Publicis Groupe s'est engagé à apporter un montant de 74 millions d'euros afin d'investir dans des entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

Note 12 Capitaux propres

Rachat des actions propres détenues par Dentsu le 17 février 2012

À la suite de la proposition faite par Dentsu le 13 février, Publicis Groupe a racheté le 17 février 2012 un bloc de 18 millions de ses propres actions pour un montant total de 644,4 millions d'euros, soit 35,80 euros par action. L'opération a été réalisée avec une décote de 13,35 % par rapport au cours de clôture de Bourse du 16 février 2012.

Sur les 18 millions d'actions acquises, Publicis a annulé 10,8 millions d'actions, nombre qui correspond au maximum de ce qui pouvait être annulé compte tenu de l'opération d'annulation déjà réalisée le 10 mai 2010. Les 7,2 millions d'actions restantes sont conservées en autocontrôle et seront utilisées pour couvrir les plans d'attributions d'actions de présence et de performance ou de stock-options et des programmes d'acquisitions.

Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Capital social au 1 ^{er} janvier	193 357 945	191 645 241
Augmentation de capital	1 409 952	1 712 704
Annulation d'actions	(10 759 813)	-
ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL EN FIN DE PÉRIODE	184 008 084	193 357 945
Autodétention en fin de période	(11 953 484)	(7 361 882)
ACTIONS EN CIRCULATION EN FIN DE PÉRIODE	172 054 600	185 996 063

Le capital de Publicis Groupe SA a diminué de 3 739 944 euros au cours du 1^{er} semestre 2012, correspondant d'une part à l'annulation d'une partie des actions propres acquises auprès de Dentsu le 17 février 2012 (cf. paragraphe ci-dessus) et d'autre part à la création de 1 409 952 actions nouvelles de 0,40 euro nominal suite à la conversion d'Océanes.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2012 à 73 603 234 euros, divisé en 184 008 084 actions de 0,40 euro.



Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2012

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2012 :

	Nombre d'actions	Valeur brute (en millions d'euros)
ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ⁽¹⁾	7 361 882	200
Rachats de titres détenus par la société Dentsu	18 000 000	644
Annulations partielles des titres rachetés à la société Dentsu	(10 759 813)	(385)
Cessions (levées de stock-options)	(2 586 429)	(68)
Livraison d'actions suite conversion Océane 2014	(52 156)	(1)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	(10 000)	-
ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 30 JUIN 2012 ⁽¹⁾	11 953 484	390

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (aucune action au 30 juin 2012 et 10 000 au 31 décembre 2011).

Dividendes

Conformément à l'approbation de l'AGO du 29 mai 2012, Publicis Groupe SA a procédé au versement de 119 millions d'euros de dividendes le 2 juillet 2012. Ce versement ne sera assorti d'aucun impact fiscal.

Effet impôt sur les autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	30 juin 2012			30 juin 2011		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente	2	-	2	7	-	7
Gains (et pertes) actuariels sur régimes à prestations définies	(44)	11	(33)	6	(1)	5
Écarts de change	66	-	66	(145)	-	(145)
TOTAL	24	11	35	(132)	(1)	(133)

Note 13 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
1^{ER} JANVIER 2011	22	63	259	149	83	576
Dotations	4	3	17	40	38	102
Utilisations	(14)	(12)	(33)	(9)	(22)	(90)
Autres reprises	-	(8)	(7)	(15)	(6)	(36)
Variations de périmètre	-	1	(3)	30	3	31
Pertes (gains) actuariels	-	-	51	-	-	51
Change et divers	2	(10)	5	1	(9)	(11)
31 DÉCEMBRE 2011	14	37	289	196	87	623
Dotations	7	-	8	39	25	79
Utilisations	(4)	(4)	(16)	(3)	(15)	(42)
Autres reprises	-	(5)	-	(17)	(3)	(25)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Pertes (gains) actuariels	-	-	44	-	-	44
Change et divers	-	1	5	2	-	8
30 JUIN 2012	17	29	330	217	94	687
Dont à court terme	11	12	35	78	28	164
Dont à long terme	6	17	295	139	66	523

Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, notamment l'iBoxx en Europe et le City Group Index aux USA.

	Régimes de retraite			Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total Groupe	
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe		Total
30 juin 2012	3,42 %	4,00 %	3,15 %	3,70 %	3,42 %	4,20 %	3,53 %	3,69 %
31 décembre 2011	4,09 %	4,64 %	3,68 %	4,35 %	4,09 %	5,50 %	4,29 %	4,35 %



Note 14 Emprunts et dettes financières

Nombre de titres au 30 juin 2012 (en millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe :		
	-	523
253 242 Eurobond 4,125 % - janvier 2012 (Taux d'intérêt effectif 4,30 %)		
	270	268
2 624 538 Eurobond 4,25 % - mars 2015 (Taux d'intérêt effectif 3,85 %)		
	125	123
24 303 911 Océane 2,75 % - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 2,75 %)		
	644	674
1 562 129 Océane 3,125 % - juillet 2014 (Taux d'intérêt effectif 5,50 %)		
	16	18
1 562 129 Oranes 0,82 % révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50 %)		
Autres emprunts et dettes :		
Intérêts courus	20	18
Autres emprunts et lignes de crédit	64	93
Soldes créditeurs de banques	21	28
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	86	84
Dettes sur acquisitions de titres de participation	273	279
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	168	190
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 687	2 298
Dont à court terme	961	838
Dont à long terme	726	1 460

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe sont à taux fixe et en euros.

Au regard de la norme IAS 39, les swaps taux fixe/taux variable ont été qualifiés de couverture de la juste valeur des dettes Eurobond 2012 et 2015. Les dettes Eurobond 2012 et 2015 swapées en taux variable sont ainsi réévaluées en juste valeur à la clôture de chaque exercice.

La juste valeur du swap sur l'Eurobond 2012 inscrite en autres créances et actifs courants pour 1 million d'euros au 31 décembre 2011 est arrivée à échéance le 31 janvier 2012. Cet emprunt a été remboursé à cette date pour un montant en principal de 506 millions d'euros.

De la même façon, la juste valeur du swap sur l'Eurobond 2015 est inscrite en autres créances et actifs courants pour 13 millions d'euros au 30 juin 2012 et 11 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au cours du 1^{er} semestre clos le 30 juin 2012, le Groupe a procédé à la demande des porteurs à la conversion de 1 457 735 obligations par la livraison de 1 462 108 actions nouvelles ou existantes, pour un montant de 41 millions d'euros.

Par ailleurs, le 29 juin 2012, le Groupe a décidé de procéder au remboursement anticipé de la totalité des obligations Océanes 2014 émises le 24 juin 2009 et restant en circulation. Le remboursement anticipé sera effectué le 30 juillet 2012 au pair (soit 27,90 euros) majoré du coupon couru depuis la dernière date de paiement des intérêts (0,435 euro) soit un total de 28,335 euros par obligation. Les intérêts cesseront de courir à compter du 30 juillet 2012. Jusqu'à l'issue du septième jour ouvré (inclus) qui précède le 30 juillet 2012, soit jusqu'au 19 juillet 2012 inclus, les porteurs d'obligations ont la faculté d'exercer leur droit à l'attribution d'actions Publicis à raison de 1,006 actions Publicis pour 1 obligation présentée. Les porteurs d'obligations Publicis qui exerceront leur droit à l'attribution d'actions recevront le 30 juillet 2012 des actions Publicis existantes ou nouvelles.

L'évolution des dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle
AU 31 DÉCEMBRE 2011	190
Dettes contractées durant la période	20
Rachats exercés	(24)
Réévaluation de la dette et change	(18)
AU 30 JUIN 2012	168

Les rachats du semestre ont été réalisés en numéraire.

Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2012						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 160	751	128	272	2	2	5
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	86	-	-	-	-	-	86
Dettes sur acquisitions de titres de participation	273	110	73	60	30	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	168	100	36	17	12	1	2
TOTAL	1 687	961	237	349	44	3	93

(en millions d'euros)	31 décembre 2011						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 745	663	5	799	270	2	6
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	84	-	-	-	-	-	84
Dettes sur acquisitions de titres de participation	279	81	71	70	36	21	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	190	94	44	29	1	20	2
TOTAL	2 298	838	120	898	307	43	92

Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Euros	1 139	1 689
Dollars américains	112	154
Autres devises	436	455
TOTAL	1 687	2 298

Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (71 % de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle au 30 juin 2012) dont le taux moyen pour le semestre est de 6,0 % (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion Océanes et Oranes entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La proportion des emprunts à taux fixe est en augmentation par rapport à celle constatée au 31 décembre 2011, qui était de 49,5 %.

La partie de la dette à taux variable (29 % de la dette au 30 juin 2012) fait ressortir un taux moyen pour le semestre de 5,7 %. Au titre de l'exercice 2011, le taux moyen de la dette à taux variable ressortait à 3,8 %. La proportion de la dette à taux variable est en forte diminution par rapport à celle constatée le 31 décembre 2011 (50,5 %) en raison du remboursement de l'Eurobond 2012.



Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2012 de 772 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 2 083 millions d'euros au 30 juin 2012 dont 1 855 millions d'euros de lignes de crédits confirmées et 228 millions d'euros de lignes de crédit non confirmées). La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevises de 1 200 millions d'euros, à échéance 2012. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face au paiement de la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de *covenants* financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. La seule option de remboursement anticipé par les porteurs est relative à l'Océane 2018 et exerçable en janvier 2014.

Contrats de location-financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2012						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Paiements minimaux	241	10	10	10	10	10	191
Effets de l'actualisation	(155)	(9)	(9)	(10)	(10)	(10)	(107)
VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS MINIMAUX	86	1	1	-	-	-	84

(en millions d'euros)	31 décembre 2011						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Paiements minimaux	238	9	9	10	10	10	190
Effets de l'actualisation	(156)	(9)	(9)	(10)	(10)	(10)	(108)
VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS MINIMAUX	82	-	-	-	-	-	82

Note 15 Engagements hors bilan

Contrats de location simple

(en millions d'euros)	30 juin 2012						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	1 534	244	225	205	180	159	521
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	12	7	3	2	-	-	-

(en millions d'euros)	31 décembre 2011						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple	1 499	245	209	191	172	151	531
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières	18	10	4	2	1	-	1

Autres engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2012			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	183	90	62	31
Autres engagements ⁽²⁾	664	73	422	169
Engagements d'acquisition de titres ⁽³⁾	201	177	24	-
TOTAL	1 048	340	508	200
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées ⁽⁴⁾	2 083	433	1 650	-
Autres engagements ⁽⁵⁾	71	23	47	1
TOTAL	2 154	456	1 697	1

(1) Au 30 juin 2012, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 81 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 28 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 562 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe reste engagé sur quatre années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non-réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 60 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 30 juin 2015 (20 millions d'euros maximum par an).

(3) Il s'agit d'engagements de rachat de titres concernant pour l'essentiel l'acquisition de Neogama.

(4) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 855 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(5) Il s'agit principalement d'engagements commerciaux reçus, pour une durée restante de 3 ans, pour un montant de 20 millions d'euros par an.



31 décembre 2011

(en millions d'euros)	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Engagements de cession de titres de participation détenus	6	-	-	6
Cautions et garanties ⁽¹⁾	161	56	68	37
Autres engagements ⁽²⁾	685	129	423	133
TOTAL	852	185	491	176
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées ⁽³⁾	2 079	429	1 650	-
Autres engagements ⁽⁴⁾	87	38	48	1
TOTAL	2 166	467	1 698	1

(1) Au 31 décembre 2011, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 84 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 6 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 603 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé sur quatre années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non-réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 76 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 30 juin 2015 (19 millions d'euros maximum par an).

(3) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 1 855 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(4) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010 expirant le 30 juin 2015, pour un montant de 19 millions d'euros par an.

Obligations liées aux emprunts et aux Oranes

Océane 2018 - 2,75 % actuariel janvier 2018

Dans le cadre de l'Océane 2018, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 39,15 euros à l'émission), à tout moment depuis le 18 janvier 2002 jusqu'au 7^e jour ouvré précédant la date de maturité (18 janvier 2018). Compte tenu des remboursements anticipés intervenus en février 2005, en janvier 2006, janvier 2009 et janvier 2010, Publicis Groupe a un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 2 624 538 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

De plus, les porteurs ont la possibilité de demander le remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des obligations dont ils sont propriétaires le 18 janvier 2014. Le prix de remboursement anticipé est calculé de telle sorte que le rendement brut actuariel annuel de l'obligation à la date de remboursement soit égal à 2,75 %.

Orane - Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes - septembre 2022

Après le remboursement des sept premières tranches de l'emprunt à la date anniversaire de l'emprunt depuis septembre 2005, chaque Orane donne droit à recevoir 11 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison d'une par an jusqu'au 20^e anniversaire de l'emprunt. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer 1 562 129 actions chaque année, de l'année 2012 à 2022, soit 17 183 419 actions au total, qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

Océane 2014 - 3,125 % - juillet 2014 émis le 24 juin 2009

Dans le cadre de l'Océane 2014, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison de 1,006 action par obligation (d'une valeur de 27,90 euros à l'émission) compte tenu de la clause d'ajustement de parité de conversion du fait de l'augmentation du dividende, à tout moment depuis le 3 août 2009 jusqu'au 7^e jour ouvré précédant la date de maturité (juillet 2014). Pour mémoire, le ratio de conversion avant les décisions des assemblées générales du 7 juin 2011 et du 29 mai 2012 de l'augmentation du dividende était d'une action par obligation. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 24 449 734 actions (contre 25 761 647 actions à l'origine) qui pourront être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

Au cours du 1^{er} semestre clos le 30 juin 2012, le Groupe a procédé à la demande des porteurs à la conversion de 1 457 735 obligations par la livraison de 1 462 108 actions nouvelles ou existantes, pour un montant de 41 millions d'euros.

Par ailleurs, Publicis Groupe a utilisé le 29 juin 2012 la possibilité de rembourser par anticipation tout ou partie des obligations. (cf. note 14. « Emprunts et dettes financières »).



Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment entre le 24 septembre 2013 et le 24 septembre 2022, entraînera une augmentation de capital de Publicis Groupe. Après annulation de bons de souscription rachetés au cours des exercices 2005 et 2006, Publicis Groupe est engagé à créer (dans l'hypothèse où la totalité des BSA seraient exercés) 5 602 699 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

Autres engagements

Au 30 juin 2012, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 16 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation que Publicis Groupe développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié 9 secteurs opérationnels qui correspondent aux réseaux d'agences et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (les 20 premiers clients du Groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels). Les 9 secteurs opérationnels sont ainsi regroupés en un seul secteur à présenter, conformément à la norme IFRS 8.



Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, le Groupe a fait le choix de maintenir un niveau d'information détaillé par zone géographique.

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

JUIN 2012

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu ⁽¹⁾	925	1 506	365	206	82	3 084
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(20)	(24)	(6)	(2)	(1)	(53)
Marge opérationnelle	101	242	39	28	5	415
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(15)	(1)	(2)	-	(22)
Perte de valeur	-	(5)	-	-	-	(5)
Informations concernant le bilan						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporels nets	1 562	3 727	660	379	93	6 421
Immobilisations corporelles nettes	273	168	32	12	6	491
Impôts différés actifs	57	36	24	15	5	137
Autres actifs financiers	35	70	27	4	1	137
Actifs (passifs) courants ⁽²⁾	(1 041)	(1 863)	(86)	69	62	(2 859)
Impôts différés passifs	(43)	(203)	-	(8)	-	(254)
Provisions à long terme	(227)	(180)	(56)	(21)	(39)	(523)
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26)	(8)	(1)	(6)	(1)	(42)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(17)	-	-	(2)	-	(19)
Acquisitions de filiales	(32)	(8)	(32)	(27)	-	(99)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, fournisseurs et comptes rattachés, dettes financières et dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

2

JUIN 2011

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu ⁽¹⁾	895	1 272	307	157	68	2 699
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(18)	(21)	(5)	(2)	(1)	(47)
Marge opérationnelle	79	217	30	24	14	364
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(3)	(12)	(1)	(1)	-	(17)
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-
Informations concernant le bilan						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 475	2 727	537	371	67	5 177
Immobilisations corporelles nettes	258	143	26	12	6	445
Impôts différés actifs	33	5	23	8	16	85
Autres actifs financiers	22	66	24	3	2	117
Actifs (passifs) courants ⁽²⁾	(343)	(1 207)	(90)	(4)	15	(1 629)
Impôts différés passifs	(54)	(143)	(1)	(12)	2	(208)
Provisions à long terme	(188)	(144)	(35)	(20)	(26)	(413)
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(24)	(14)	(4)	(3)	(1)	(46)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	3	(2)	(2)	-	-	(1)
Acquisitions de filiales	(87)	(9)	(33)	(14)	1	(142)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, fournisseurs et comptes rattachés, dettes financières et dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.



EXERCICE 2011

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu ⁽¹⁾	1 872	2 721	690	374	159	5 816
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(43)	(43)	(11)	(4)	(2)	(103)
Marge opérationnelle	239	523	84	60	25	931
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(7)	(26)	(2)	(3)	-	(38)
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-
Informations concernant le bilan						
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 517	3 652	600	368	55	6 192
Immobilisations corporelles nettes	270	176	31	12	7	496
Impôts différés actifs	30	10	25	16	1	82
Autres actifs financiers	20	64	25	3	1	113
Actifs (passifs) courants ⁽²⁾	(269)	(2 016)	(60)	29	47	(2 269)
Impôts différés passifs	(56)	(175)	-	(9)	-	(240)
Provisions à long terme	(217)	(165)	(51)	(21)	(32)	(486)
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(60)	(37)	(4)	(12)	(3)	(116)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	15	(1)	-	(1)	-	13
Acquisitions de filiales	(128)	(439)	(150)	(11)	-	(728)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, fournisseurs et comptes rattachés, dettes financières et dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

Note 17 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Le Plan *d'incentive* à long terme mis en place le 17 avril 2012 dit « LTIP 2012 » a les caractéristiques suivantes :

Un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vus attribuer des actions gratuites, sous une double condition. Tout d'abord, les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de 4 ans, sauf pour les résidents fiscaux français qui bénéficient d'une période d'acquisition plus courte de 3 ans mais ont une obligation supplémentaire de conservation des titres pendant 2 ans. Ensuite, les actions gratuites sont soumises à des critères de performance supplémentaires, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité de l'année 2012. L'attribution, effectuée en avril 2012, deviendra effective en avril 2016, à l'exception des salariés français pour lesquels elle deviendra effective en avril 2015.

Par ailleurs, en mars 2012, il a été procédé à la mesure de la performance des plans suivants :

- plan d'actions gratuites de mars 2009 dans le cadre du plan de co-investissement : le taux d'atteinte des objectifs de performance définis pour la période 2009-2011 est de 100 %. Les actions gratuites attribuées aux bénéficiaires français ont été effectivement livrées en mars 2012 (elles sont toutefois incessibles pendant 2 ans), tandis que celles des bénéficiaires étrangers restent soumises à condition de présence jusqu'en mars 2013 ;
- LTIP 2011 : le taux d'atteinte des objectifs de performance définis pour l'année 2011 est de 95,7 %. Les actions gratuites restent toutefois soumises à une condition de présence jusqu'en avril 2014 (pour les bénéficiaires français) ou avril 2015 (pour les bénéficiaires étrangers).

Plans d'options Publicis Groupe à l'origine

Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Type d'option	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Nombre d'options restant à lever au 30 juin 2012	Dont exerçables au 30 juin 2012	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
16 ^e tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	26 000	26 000	2013	1,15
17 ^e tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	850 688	850 688	2013	1,15
19 ^e tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	426 448	426 448	2014	2,24
20 ^e tranche	Acquisition	24/05/2005	24,76	148 060	148 060	2015	2,89
21 ^e tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000	100 000	2016	4,14
22 ^e tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	2 119 923	2 119 923	2016	4,14
23 ^e tranche	Acquisition	24/08/2007	31,31	474 552	474 552	2017	5,15
TOTAL DES TRANCHES				4 145 671	4 145 671		
Prix moyen d'exercice				27,94	27,94		



Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Prix d'exercice des options (en euros)	Nombre d'options restant à lever au 31 décembre 2011	Options attribuées au 1 ^{er} semestre 2012	Options levées au 1 ^{er} semestre 2012	Options annulées ou prescrites au 1 ^{er} semestre 2012	Nombre d'options restant à lever au 30 juin 2012
13 ^e tranche	29,79	26 000		(11 000)	(15 000)	-
14 ^e tranche	32,43	5 000		(5 000)		-
15 ^e tranche	29,79	220 000		(220 000)		-
16 ^e tranche	24,82	443 400		(417 400)		26 000
17 ^e tranche	24,82	1 106 357		(255 669)		850 688
19 ^e tranche	24,82	474 563		(48 115)		426 448
20 ^e tranche	24,76	175 726		(27 666)		148 060
21 ^e tranche	29,27	100 000		-		100 000
22 ^e tranche	29,27	2 793 739		(673 816)		2 119 923
23 ^e tranche	31,31	547 419		(67 860)	(5 007)	474 552
TOTAL DES TRANCHES		5 892 204		(1 726 526)	(20 007)	4 145 671
Prix moyen d'exercice (en euros)		27,82		27,50	30,17	27,94
Cours moyen de levée (en euros)				39,07		

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Bénéficiaires	Date d'attribution initiale	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 30 juin 2012	Date d'attribution définitive ⁽¹⁾	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan de co-investissement	Hors France	19/03/2009	2 166 651	19/03/2013	0,72
Plan LTIP 2010	France	19/08/2010	83 550	19/08/2013	1,14
Plan LTIP 2010	Hors France	19/08/2010	494 250	19/08/2014	2,14
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire)	France	22/09/2010	152 000	22/09/2013	1,23
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire)	Hors France	22/09/2010	100 000	22/09/2014	2,23
Plan États-Unis - tous salariés US	États-Unis	01/12/2010	409 350	01/12/2014	2,42
Plan LTIP 2011	France	19/04/2011	82 744	19/04/2014	1,80
Plan LTIP 2011	Hors France	19/04/2011	514 589	19/04/2015	2,80
Plan monde 2011 – tous salariés des pays concernés	Espagne, Italie	01/12/2011	73 950	01/12/2013	1,42
Plan monde 2011 – tous salariés des pays concernés	14 pays ⁽²⁾	01/12/2011	389 800	01/12/2015	3,42
Plan LTIP 2012	France	17/04/2012	99 800	17/04/2015	2,80
Plan LTIP 2012	Hors France	17/04/2012	577 400	17/04/2016	3,80
TOTAL DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES			5 144 084		

(1) Après cette date, les bénéficiaires français doivent respecter une période d'indisponibilité supplémentaire de deux ans.

(2) Les pays concernés sont : Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Finlande, Inde, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

L'attribution de toutes les actions gratuites ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition. L'attribution est également soumise à des conditions de performance hors marché pour tout ou partie des plans suivants : co-investissement, LTIP 2010, LTIP 2010-2012, LTIP 2011 et LTIP 2012.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Notes annexes aux états financiers consolidés

2

Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Bénéficiaires	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 31 décembre 2011	Actions attribuées au 1 ^{er} semestre 2012	Actions annulées ou prescrites ou transférées ⁽¹⁾ au 1 ^{er} semestre 2012	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive au 1 ^{er} semestre 2012	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 30 juin 2012
Plan de co-investissement	France	804 194		1 276	(805 470)	-
Plan de co-investissement	Hors France	2 320 678		(154 027)		2 166 651
Plan LTIP 2010	France	86 550		(3 000)		83 550
Plan LTIP 2010	Hors France	510 200		(15 950)		494 250
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire)	France	152 000		-		152 000
Plan LTIP 2010-2012 (membres du Directoire)	Hors France	100 000		-		100 000
Plan États-Unis – tous salariés US	États-Unis	479 800		(70 450)		409 350
Plan LTIP 2011	France	89 950		(7 206)		82 744
Plan LTIP 2011	Hors France	552 750		(38 161)		514 589
Plan monde 2011 – tous salariés des pays concernés	Espagne, Italie	79 050		(5 100)		73 950
Plan monde 2011 – tous salariés des pays concernés	14 pays ⁽²⁾	454 650		(64 850)		389 800
Plan LTIP 2012	France	-	100 200	(400)		99 800
Plan LTIP 2012	Hors France	-	581 350	(3 950)		577 400
TOTAL DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES		5 629 822	681 550	(361 818)	(805 470)	5 144 084

(1) Il s'agit de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Les pays concernés sont : Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Finlande, Inde, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

Détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées au cours du 1^{er} semestre 2012 dans le cadre du LTIP 2012 :

Date du Directoire	17 avril 2012	
	France ⁽¹⁾	Hors France ⁽¹⁾
Nombre d'actions attribuées à l'origine	100 200	581 350
Valorisation initiale de l'action attribuée (en euros)	38,40	37,53
Hypothèses :		
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	40,69	40,69
Période d'acquisition (en années)	3	4
Période d'incessibilité (en années)	2	-

(1) Actions conditionnelles dont l'attribution définitive est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition et à la réalisation d'objectifs fixés pour l'année 2012.

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish

Le plan d'actions gratuites Publicis Groupe, mis en place le 1^{er} décembre 2009 et destiné à remplacer les plans en cours à la date d'acquisition, octroyés à certains salariés de Razorfish, a conduit à une attribution de 493 832 actions gratuites Publicis Groupe. La période d'acquisition des droits s'étale sur 4 ans (de 2010 à 2013) pour la majeure partie des actions, une petite partie courant jusqu'à 2018. Au 30 juin 2012, le nombre d'actions gratuites restant à attribuer définitivement s'élève à 115 904.

Plans d'options Digitas à l'origine

Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis Groupe en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis Groupe à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.



Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (en euros)		Nombre d'options restant à lever au 30 juin 2012	Dont exerçables au 30 juin 2012	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
Plans Digitas									
2001	01/03/2001	24/01/2007	5,08	35,42	222 683	222 683	01/03/2011	24/01/2017	3,96
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	21,70	35,42	5 338	5 338	01/06/2015	01/12/2016	5,00
Plans Modem Media									
1997	26/03/1997	29/09/2004	18,30	19,18	3	3	01/01/2008	29/09/2014	3,13
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	1 014	1 014	12/04/2010	22/06/2014	2,67
TOTAL TRANCHES					229 038	229 038			
Prix moyen d'exercice (en euros)					26,04	26,04			

Mouvements sur plans de stock-options Digitas au cours du 1^{er} semestre 2012

Actions de 0,40 euro nominal	Prix d'exercice des options (en euros)		Nombre d'options restant à lever au 31 décembre 2011	Options levées au 1 ^{er} semestre 2012	Options annulées ou prescrites au 1 ^{er} semestre 2012	Nombre d'options restant à lever au 30 juin 2012
	min	max				
Plans Digitas						
2001	5,08	35,42	318 418	(18 972)	(76 763)	222 683
2005 UK	21,70	35,42	5 338			5 338
Plans Modem Media						
1997	18,30	19,18	370		(367)	3
1999	2,62	54,05	2 559	(441)	(1 104)	1 014
TOTAL TRANCHES			326 685	(19 413)	(78 234)	229 038
Prix moyen d'exercice (en euros)			25,27	20,08	24,09	26,04
Prix moyen de levée (en euros)				39,07		

Il n'existe plus d'actions restant à attribuer dans le cadre du plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas.

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1^{er} semestre 2012

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2012 de ces plans s'élève à 12 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 13 millions d'euros pour 1^{er} semestre 2011. Une probabilité de 80 % d'atteinte des objectifs a été retenue pour calculer le nombre d'actions dites « de performance » qui pourraient être attribuées définitivement au titre du plan LTIP 2012.



Note 18 Informations relatives aux parties liées

Principales évolutions des pactes d'actionnaires

En date du 17 février 2012, Publicis a acquis 18 millions de ses propres actions proposées à la vente par Dentsu. Cette opération, ainsi que celle d'annulation simultanée de 10,8 millions d'actions a été autorisée par le Conseil de surveillance (les parties intéressées n'ayant pas pris part au vote), conformément aux dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce. Pour permettre la réalisation de ce projet, Mme Badinter a renoncé à ses droits au titre du pacte d'actionnaires conclu avec Dentsu à la suite de son entrée dans le capital de Publicis Groupe SA en 2002. L'opération met fin à ce pacte ainsi qu'à l'action de concert en résultant et à la SEP Dentsu-Badinter, qui a été dissoute. Elle entraîne également la résiliation de l'accord d'actionariat conclu en 2003 entre Dentsu et Publicis Groupe.

Autres transactions avec les parties liées

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2011.

Note 19 Événements postérieurs à la clôture

Prise de contrôle de Neogama et BBH

Par deux transactions séparées, Publicis Groupe s'est porté acquéreur le 5 juillet 2012 :

- de 51 % des actions du réseau BBH. Publicis Groupe, qui détenait 49 % des actions depuis de nombreuses années porte ainsi sa participation dans BBH à 100 % ;
- de 100 % des actions de NEOGAMA/BBH au Brésil (acquisition des 34 % détenus par BBH et des 66 % du fondateur et de ses associés).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Courbevoie, le 19 juillet 2012

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Jean Bouquot et Christine Staub

MAZARS
Loïc Wallaert et Anne-Laure Rousselou



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT



J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Maurice Lévy

Président du Directoire de Publicis Groupe

Publicis Groupe S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 74 603 234 euros

Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - 542 080 601 RCS Paris

